



Halte au massacre en Iran p. 1  
Compte-rendu CA du Snesup-FSU p. 2  
Soutien au peuple du Venezuela de FO-ESR 67 p. 3  
Motion pour le droit aux études du Snasub et  
du Snesup Toulon p. 4

n° 9

janvier 2026

1 euro

Pour un syndicalisme de combat  
Tendance intersyndicale lutte de classe

## Motion sur l'Iran du Snesup Toulon

En septembre dernier, le Conseil de sécurité de l'ONU a rétabli les sanctions avec la complicité de l'impérialisme français.

*Nous saluons le rétablissement, le 27 septembre 2025, des résolutions 1696 (2006), 1737 (2006), 1747 (2007), 1803 (2008), 1835 (2008) et 1929 (2010) du Conseil de sécurité des Nations unies. (Ministres des affaires étrangères de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni, Déclaration conjointe, 28 septembre 2025)*

Les sanctions aggravent la paupérisation des peuples d'Iran. Depuis trois semaines, les travailleurs, les étudiants, les femmes, les minorités nationales d'Iran se sont à nouveau dressés contre la dictature cléricale au cri de « À bas le dictateur » et « Mort à Khamenei ! ». Le mouvement a été déclenché par une nouvelle hausse des prix des produits de première nécessité après la dévaluation de la monnaie nationale. Certains aliments coutent parfois 15 fois plus cher !

Les États impérialistes russe et chinois soutiennent le régime réactionnaire et honni pour contrer leur rival américain. Trump et Nétanyahou menacent de bombarder à nouveau le pays, ce qui donne une justification au Guide suprême pour déclencher ses chiens de garde (bassidjis, police, pasdarans). On compte au moins plusieurs centaines de morts, des milliers de blessés et d'arrestations. Le régime a coupé le 8 janvier internet et les communications téléphoniques avec l'étranger.

Toutes les solutions impérialistes comme le maintien des sanctions, le replâtrage du régime des mollahs, la restauration de la monarchie ou l'installation d'une autre clique bourgeoise soutenue par les grandes puissances ne feraient que maintenir l'exploitation et agravaient la dépendance du pays.

La section Snesup de Toulon soutient inconditionnellement les insurgés iraniens et condamne la répression du régime. Elle se positionne contre toute immixtion impérialiste en Iran, pour l'autodéfense des masses, pour les libertés démocratiques et les revendications sociales des exploités.

- À bas la dictature ! Libertés démocratiques, égalité des femmes, droit à l'autodétermination des minorités nationales !
- Arrêt immédiat de la répression ! Les armes aux manifestants et aux grévistes pour qu'ils puissent se défendre !
- Aucune intervention israélienne, étaunienne ou de tout autre Etat impérialiste en Iran ! Levée du blocus de l'Iran !
- Ouverture des frontières de la France et de l'Union européenne aux réfugiés d'Iran !

La section de Toulon demande à la commission administrative nationale du Snesup-FSU, à notre fédération de prendre position en ce sens.

19 janvier 2026  
Snep Toulon

# Commission administrative nationale du Snesup-FSU

La tendance Pour un syndicalisme de combat est intervenue 8 fois dans le débat général à la CA. Marche à la guerre impérialiste, Venezuela, refus des militaires sur les campus, Iran, droits aux études et rupture de la cogestion, chaque intervention a pointé quelle orientation le syndicat doit porter pour permettre aux travailleurs et à la jeunesse scolarisée d'affronter le gouvernement. Pour la première fois depuis des années, le débat a été politique et non un tour des situations particulières des sections. Deux orientations se sont nécessairement confrontées :

- À un pôle, la direction Unité et action, qui cogère l'université avec le patronat, participe à la coécriture de toutes les contreréformes avec les gouvernements bourgeois successifs, organise l'austérité et les défaites successives.
- À l'autre, PSC qui défend bec et ongles les travailleuses et les travailleurs de l'enseignement supérieur, qui porte donc une ligne d'affrontement avec le gouvernement.

## La direction syndicale veut que les militaires aient le champ libre dans les facs

Aucune réponse, pourtant exigée par les motions de la section de Toulon que PSC a présentées, sur le Venezuela et l'Iran.

Face à la marche accélérée vers la guerre inter impérialiste, PSC a souligné la nécessité de s'opposer aux budgets de guerre, de fermer les bases à l'étranger, de retirer les flottes d'espionnage et d'intimidation, de raids et de bombardements dans les pays dominés. L'intervention coloniale au Venezuela, le retour du service national en France, la priorité à l'armée dans le budget 2026, marquent une nouvelle étape d'affrontements entre puissances impérialistes, qui a pour enjeu un repartage du monde. Comme l'indiquait notre camarade doctorant lors du débat : « *Pour ma génération, il est clair que l'alternative est 3<sup>e</sup> guerre mondiale ou révolution... socialisme ou barbarie* ».

Arrêter la marche à la guerre signifie nécessairement renverser le pouvoir bourgeois qui prépare la guerre, renverser l'État bourgeois, sa police, son armée, armer les travailleurs, combattre pour un gouvernement des travailleurs, les Etats-Unis socialistes d'Europe et la fédération mondiale socialiste.

La réponse d'Unité et action a finalement été donnée par le secrétaire général. Déformant honteusement la politique courageuse des comités de soldats des années 1970, il a défendu l'immixtion de l'armée dans les facs au nom de « la liberté d'expression ».

Nous sommes pour la liberté d'expression, d'autant que la direction du Snesup refuse de discuter des motions qui lui déplaisent. Mais l'armée bourgeoise n'est pas un courant de pensée. C'est un appareil centralisé, contrerévolutionnaire, autoritaire et antidémocratique. Elle veut soumettre la recherche à ses besoins. Les bureaucrates syndicaux sociaux-patriotes lui ouvrent les portes des IUT et des facs pour qu'elle y crache son venin militariste et nationaliste, qu'elle y recrute des étudiants pauvres pour en faire de la chair à canon.

Il faut empêcher la marche mondiale à la catastrophe, en commençant par notre propre pays, par nos propres lieux de travail. Pas en faisant de vaines prières pour la paix comme Agir-PSL. La paix entre les travailleurs et les peuples ne peut être assurée que par la guerre contre la bourgeoisie de son propre pays.

## Contre le syndicalisme de proposition et de cogestion

Le ministre Baptiste a annoncé en décembre la tenue d'Assises nationales de l'ESR. La raison de ces assises est claire. La situation budgétaire catastrophique des universités exige la privatisation : transformation en universités-entreprises (EPE, grand établissement...), soumission aux nécessités du capital par la recherche de fonds privés, organisation en fonction des besoins du capital avec les COMP 100, frais d'inscription exorbitants pour tous les étudiants.

À ce stade, le Snesup n'a reçu aucune invitation. PSC a quand même exigé que le Snesup affirme publiquement qu'il ne s'y rendrait pas. Notre tendance a exigé que le syndicat cesse de coélaborer les projets avec le gouvernement, notamment au Cneser, arrête de cogérer et donc d'appliquer l'austérité. Les trois autres tendances présentes au CA prétendent que le syndicat est

« une force de propositions » et qu'au Cneser et dans les conseils de cogestion, on obtient des gains. Lesquels ?

Il faut arrêter de mentir aux collègues à qui les gouvernements et les bureaucrates syndicaux ont martelé que les organes de cogestion mis en place par de Gaulle et Faure pour éviter un nouveau mai 1968 sont une conquête. Quelle est la réalité ? Les lois de privatisation se sont toutes appliquées. Le Cneser a toujours permis de coécrire les projets quels que soient les votes. Les conseils gèrent les budgets en fonction des nécessités du patronat, appliquent l'austérité partout, ne renouvèlent pas les postes, appliquent de plus en plus les frais d'inscription pour les étudiants étrangers, montent des diplômes locaux payants, intègrent les écoles privées... Les conseils d'EPE et de grands établissements sont de plus en plus directement gérés par le patronat local.

Face aux menaces sur les frais d'inscription, à la privatisation, il faut compter sur la mobilisation des étudiants, des travailleurs de l'ESR et des Crous. Les syndicats de l'ESR doivent immédiatement mener une campagne nationale contre toute augmentation des frais d'inscription, pour la gratuité des études, pour l'abrogation des lois de sélection, de privatisation, de la loi xénophobe « Bienvenue en France »... La perspective que nous avons défendue est la préparation d'une bataille nationale : Rupture avec le gouvernement Macron-Lecornu-Baptiste ! Assemblées générales dans toutes les facs se coordonnant nationalement ! Comités de lutte pour préparer la grève générale de l'université !

La direction syndicale s'est catégoriquement refusée à boycotter les assises. Elle s'affaire aux élections dans les conseils. En définitive, elle range le syndicat derrière le gouvernement.

Le texte de la direction (appel de la CA) qui n'offre d'autre perspective que la cogestion a été adopté par 35 voix pour (UA, EE, 1 voix d'Agir). 5 s'y sont opposés (2 PSC et 3 Agir-PSL, entre lesquels une discussion s'est engagée).

Les travailleurs et les étudiants doivent débattre en assemblées générales et s'organiser en comités de lutte. Front unique contre la privatisation de l'ESR et pour le droit aux études ! Partout où PSC est présente, elle mènera campagne pour cela dans les sections syndicales et auprès des collègues et des étudiants.

25 janvier

Elus PSC à la CA du Snesup-FSU

---

## Motion Venezuela du congrès FO-ESR du Bas-Rhin

Après des mois de pressions et d'agressions multiples contre le Venezuela, pays qui avait osé nationaliser partiellement les groupes pétroliers en 2007, le gouvernement des États-Unis l'a fait bombarder le 3 janvier et a fait enlever le président Maduro et son épouse. Trump annonce qu'il dirigera le pays et que son pétrole sera exploité par les entreprises états-unies pour être revendu aux États-Unis. Il menace Cuba, la Colombie et l'Iran. Il réitère son intention d'annexer de gré ou de force le Groenland.

Le syndicat départemental FO-ESR 67 condamne inconditionnellement l'ingérence violente du gouvernement des États-Unis, cautionnée par Macron.

Il réclame l'arrêt de l'intervention militaire au Venezuela, la fin des blocus de Cuba et du Venezuela, le retrait de toutes les forces militaires nord-américaines de la mer des Antilles, d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, et la libération de Maduro et de son épouse. Non aux ingérences des puissances étrangères ! C'est au peuple du Venezuela de régler ses problèmes et de trouver la voie d'une véritable démocratie, impossible sans indépendance nationale.

Il réaffirme son soutien indéfectible au mouvement syndical du Venezuela.

22 janvier

congrès départemental FO-ESR 67

# Motion pour le droit aux études du Snasub et du Snesup de Toulon

Le SNESup et le SNASUB Toulon ont pris connaissance de la volonté du ministre d'avoir un débat lors d'un « grand moment » sur les frais d'inscription, à la suite de rapports de diverses institutions. Autrement dit, au moment où les universités sont exsangues, le gouvernement Macron-Lecornu prépare le terrain à l'augmentation des frais d'inscription de manière radicale, comme il l'a récemment fait pour les étudiants étrangers hors UE, en guise de ballon d'essai xénophobe (2 850 euros en licence, 3 879 euros en master). Déjà, il supprime les aides publiques au logement aux étudiants étrangers.

La bourgeoisie française refuse de payer des impôts, les capitalistes français veulent s'exempter des cotisations sociales, alors que l'État bourgeois dépense sans compter pour la police et l'armée. Il économise sur la santé et sur l'enseignement publics, au détriment du droit des enfants d'ouvriers, de paysans, d'employés, des jeunes réfugiés de faire des études supérieures.

Les syndicats doivent refuser de participer à l'élaboration et la mise en place de ces offensives. Nous exigeons des syndicats qu'ils quittent toutes les instances de participation (CNESER, conseils de cogestion...) et refusent d'ores-et-déjà toute participation aux « assises de l'université » convoquées par le ministre.

A Toulon, nous décidons de lancer une campagne, proposée à tous les syndicats de travailleurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et des CROUS, à tous les syndicats d'étudiants et de lycéens pour :

- Non au budget d'austérité ! Aucune expulsion d'élève ou étudiant étranger ! Maintien des APL ! Fin des discriminations envers les étudiants étrangers !
- Gratuité des études pour tous ! Suppression de la CVEC ! Accès pour tous ! Abrogation de toutes les lois de sélection ! Abrogation de toutes les lois de privatisation !
- Défense des CROUS ! Aucun service du CROUS assuré par des entreprises privées ! Repas gratuits pour tous dans tous les restos U matin, midi et soir en quantité et qualité suffisantes ! Logements universitaires gratuits sous l'égide unique des CROUS ! Expropriation immédiate de toutes les résidences universitaires privées !

Nous exigeons que cette campagne soit reprise par les syndicats nationaux. Ils doivent d'ores-et-déjà dresser la perspective d'assemblées générales partout et de la coordination nationale des délégués des AG pour préparer la grève générale de l'université contre tout gouvernement qui veut mettre en place les frais d'inscription.

19 janvier  
Snasub-FSU et Snesup-FSU Toulon,

## Assemblée générale de PSC mardi 17 mars 19 h 30

demandez le lien de la visio à [contact@psctendance.fr](mailto:contact@psctendance.fr)